

La Syrie entre réconciliation nationale et ingérences étrangères : le cas de la Turquie

Monde

Par [Ahmet Insel](#)

Publié le 19 décembre 2024

*Politologue, ancien maître de conférences à l'université Paris I
Panthéon-Sorbonne et ancien professeur à l'université de Galatasaray*

Le régime de Bachar al-Assad avait été sauvé par l'intervention croisée de l'Iran et de la Russie. Aujourd'hui, après la fuite d'Assad et l'entrée victorieuse d'un groupe issu du djihadisme à Damas, trois puissances étrangères bombardent le pays : la Turquie, Israël et les Etats-Unis. Dans une situation très instable, après la célébration de la fin de la dictature, comment le pays va-t-il se stabiliser et se reconstruire ?

Comment analyser le positionnement de la Turquie par rapport à l'offensive du groupe Hayat Tahrir al Cham (HTC) en Syrie et à l'effondrement du régime qui a suivi ?

La Turquie a suivi l'évolution de la Syrie depuis le début des soulèvements contre Bachar Assad en 2011. Dans un premier temps, en 2011, la Turquie a essayé de convaincre Bachar al-Assad de faire des réformes pour apaiser la situation. Mais à partir d'août 2011, quand Bachar al-Assad a commencé à réprimer violemment la rébellion, le gouvernement turc a apporté son soutien à une partie des rebelles. Essentiellement ceux qui étaient en relation avec les réseaux de Frères musulmans, proches du parti d'Erdogan. La création de l'armée libre syrienne (ALS) s'est faite avec les opposants arabo-syriens, des Turkmènes arabes syriens mais aussi des djihadistes venus d'un peu partout. La Turquie a ouvert ses frontières pour le passage des milliers de djihadistes du monde entier qui sont arrivés en Syrie : jihadistes afghans, ouzbeks, tchéchènes, ouïghours, etc. La Turquie n'a pas participé directement au soutien à l'État islamique en Syrie, mais a plutôt favorisé les mouvements conservateurs et a soutenu la création en 2013 d'un « gouvernement provisoire syrien » en exil qui « gouverne » les régions sous occupation de l'armée turque au nord-ouest de la Syrie.

En 2011-2012, l'affaiblissement du régime d'Assad en Syrie a laissé émerger un mouvement kurde syrien dans le Nord du pays, avec le soutien de l'organisation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Environ 2 millions de Kurdes (à peu près 10% de la population syrienne, estimée à 20 millions d'habitants) vivent dans une région contrôlée par un pouvoir autonome kurde. Pour la Turquie, c'est immédiatement devenu un sujet de préoccupation qui a dépassé les enjeux du maintien au pouvoir ou de la chute de Bachar al-Assad, témoignant de sa hantise de

voir la création d'un espace kurde autonome au Nord de la Syrie, c'est-à-dire le long de la frontière avec la Turquie. Une inquiétude déjà prégnante dans les années 1990 après la première guerre du Golfe contre Saddam Hussein, quand des zones d'exclusion aériennes imposées à Saddam au nord et au sud de l'Irak, avaient permis la création d'une autorité autonome kurde en Irak. Pour l'Etat turc, aujourd'hui, la priorité est l'affaiblissement des Forces démocratiques syriennes et leur retrait des frontières de la Turquie. C'est pourquoi l'armée turque et les composantes de l'Armée libre syrienne ont commencé à occuper des territoires tout au Nord de la Syrie, d'abord Jarablous en 2017 et la région d'Afrin en 2018.

Dans un deuxième temps, la Turquie a contribué à regrouper des forces rebelles conservatrices dans la région d'Idlib. A partir de 2015, les forces de Damas, grâce au soutien de la Russie et de l'Iran, via le Hezbollah, ont commencé à reprendre le contrôle des villes importantes comme Hama, Homs, Alep... La position de la Turquie était ambivalente parce que d'un côté, elle était en négociation avec la Russie et normalement devait contrôler les points de passage tout au long de la ligne de séparation de cette région d'Idlib avec le reste de la Syrie. Je ne pense pas que la Turquie ait tenu ses engagements mais il y avait un modus vivendi avec les Russes, même si ceux-ci bombardaient régulièrement la région. C'est donc dans cette région sous contrôle turc qu'est apparue, après une transformation d'Al-Qaïda local, Hayat Tahrir al Cham (HTC) qui est devenue la force dominante de la région.

Plus précisément il y avait deux forces : Hayat Tahrir al Cham à Idlib et l'Armée libre syrienne (ALS) devenue l'Armée nationale syrienne (ANS). L'ANS bénéficie directement du soutien politique, économique et militaire de la Turquie. Dans cette armée, on trouve des Turkmènes syriens, des arabes laïques conservateurs, mais aussi beaucoup d'anciens djihadistes internationaux qui viennent de Tchétchénie, d'Afghanistan... Ce sont eux qui pourraient potentiellement poser des problèmes

maintenant en Syrie. La Turquie a développé deux stratégies parallèles. D'un côté, elle a poussé l'armée nationale syrienne contre les Kurdes dans la « zone autonome du Nord et de l'Est de la Syrie ». Les forces combattantes de cette administration autonome sont appelées les Forces Démocratiques Syriennes (FDS). Leur siège est à Ayn Aissa. Elles regroupent surtout des Kurdes. Un tiers environ de ses forces viennent néanmoins des tribus arabes sunnites avec quelques chrétiens. Les FDS avaient établi un modus vivendi avec le régime d'Assad. Il n'y avait pas de confrontation directe avec les forces soutenant le régime d'Assad. Les FDS, avec le soutien américain (environ 900 hommes sur place), avaient comme fonction principale de combattre les forces sunnites djihadistes, les résidus de Daech en Syrie. En même temps l'administration autonome est dominée par les cadres kurdes laïcs, progressistes en matière d'égalité entre femmes et hommes, partiellement contrôlé par des cadres affiliés au PKK. L'objectif turc est de chasser les Kurdes à l'est de l'Euphrate, de les repousser à l'écart des frontières avec la Turquie et de réduire les capacités d'action et d'emprise du PKK en Syrie. Les Kurdes ont d'ailleurs évacué la ville et la région de Manbij. La Turquie a pour objectif de créer une zone tampon entre la Turquie et la Syrie, de l'ordre de 30 à 40 kilomètres de profondeur tout au long des 910 km de frontière. Ce sont des zones densément peuplées, avec des villes importantes comme Kobané et surtout Kameshli.

Les influences étrangères

LGC

L'offensive de HTC fin novembre contre Alep a-t-elle surpris la Turquie ?



D'après ce qu'on peut savoir, de façon très partielle, la Turquie était au courant des avancées de HTC vers Alep. Mais il semble que les officiels turcs et la direction de HTC elle-même pensaient que ces avancées se feraient par étapes successives. Les membres de HTC semblent avoir été surpris de la facilité de leur avancée d'abord sur Alep. A chaque nouvelle étape de leur avancée, ils ont vu l'implosion des forces du régime. Il ne faut pas oublier que c'est le Hezbollah qui contrôlait la zone entre Idlib et Alep. HTC s'est probablement rendu compte que le Hezbollah avait retiré ses forces de cette région-là, suite aux lourdes pertes qu'ils ont subies au Liban. Ils ont donc décidé d'avancer et ils ont constaté l'effet domino, ville après ville. Les Russes ont tenté au début de bloquer l'attaque avec des bombardements mais ce n'est pas allé plus loin car ils n'avaient pas de forces terrestres. Depuis le retrait de Wagner, les Russes n'avaient plus de présence sur le terrain. C'était le Hezbollah qui assurait la défense sur le terrain, avant leur retrait. Le fait déterminant, c'est plutôt le vide laissé par le Hezbollah que le vide laissé par les Russes.

LGC

La Turquie joue un jeu assez complexe avec les Américains et ses alliés de l'OTAN en combattant ainsi les FDS soutenues par les Américains.

La plupart du temps, la Turquie mène ses actions avec l'accord tacite des Américains et des Russes. Très récemment encore, les forces américaines ont lancé un ultimatum aux FDS pour qu'elles évacuent l'ouest de l'Euphrate, sans quoi elles ne garantissent pas leur sécurité. Les Américains sont donc ambivalents car les Kurdes de Syrie sont les seules forces sur lesquelles ils peuvent compter pour continuer à mater les résidus de Daesh. En outre, les Kurdes gèrent les prisons à ciel ouvert où se trouvent des milliers de détenus djihadistes dont

des femmes françaises et leurs enfants que la France refuse de rapatrier.

La Turquie n'était pas non plus hostile à Hayat Tahrir al Cham (HTC). Des relations existaient mais sans que la Turquie soit capable de directement les téléguider comme l'ANS. Aux lendemains de la fuite de Assad, le directeur des services secrets turcs est arrivé à Damas pour mener des entretiens avec le nouveau régime. Et cette visite a été rendue publique, contrairement aux usages. La Turquie va définir rapidement ses engagements vis-à-vis de la Syrie. Ce ne sera pas trop difficile parce que le gouvernement turc et la majorité conservatrice de l'électorat de l'AKP sont plutôt contents de voir des sunnites musulmans prendre le pouvoir en Syrie. Bien sûr, les laïcs et la gauche s'inquiètent d'une sorte de « nouvel Afghanistan » au sud de la Turquie.

Pour résumer, trois forces étrangères sont activement présentes aujourd'hui en Syrie. La Turquie bombarde les positions de FDS dans le Nord du pays. Les Américains bombardent les positions de Daesh dans le désert. Et Israël bombarde massivement des cibles militaires stratégiques. Malheureusement, cette manière d'affaiblir l'armée risque de créer des conditions semblables à celles qui ont compromis la reconstruction de l'Irak après 2003, quand les Américains ont renvoyé d'un coup toute l'administration militaire irakienne, ce qui a renforcé le noyau dur de Daesh. Le risque est que l'administration qui va se mettre en place dans les semaines qui viennent en Syrie se retrouve sans moyen militaire. Ceci est susceptible d'encourager certaines forces, notamment des radicaux djihadistes frustrés à s'engager dans la stratégie du chaos.

Comment le gouvernement syrien va-t-il gérer toutes ces ingérences étrangères ? Sur quelles forces va-t-il s'appuyer ?

AHMET INSEL

Une partie des Syriens d'Alep vont sans doute pouvoir rentrer chez eux. Ils représentent, selon les sources officielles turques, un tiers des trois millions de Syriens réfugiés en Turquie. Mais, pour les autres, c'est beaucoup plus difficile. Leurs habitations ont probablement été détruites. On considère qu'un tiers des habitations ont été détruites au cours de la guerre civile. La Turquie souhaite pousser une partie des Syriens qui étaient réfugiés en Turquie à s'installer dans cette zone tampon du Nord. C'est pourquoi la Turquie est en train de construire des villes dans cette future région tampon. De fait c'est l'administration turque qui gère ces régions : la monnaie turque est en circulation, la poste turque distribue le courrier, ce sont des sous-préfets turcs qui gèrent la vie quotidienne, etc. Et, pendant ce temps, le ministère de la Défense turque condamne l'occupation du Golan et des zones tampons par Israël...

La gestion des réfugiés syriens : un enjeu politique majeur pour la Turquie

Combien y avait-il de réfugiés syriens en Turquie ?

Selon les chiffres officiels, il y a eu jusqu'à 3700000 réfugiés syriens enregistrés en Turquie. Le 9 décembre, Tayyip Erdogan a déclaré dans un discours qu'il restait encore 2 900 000

syriens dans le pays. Il doit y en avoir un peu plus avec les non-enregistrés. Selon les données disponibles depuis le changement de régime, il y a environ 1000 réfugiés par jour qui rentrent par les frontières terrestres. Pour l'accueil de ces réfugiés, l'Union européenne avait versé 6 Mds€ après un accord en 2016, prolongé ensuite en 2021 avec un second versement. Du point de vue du statut juridique, la Turquie a signé la Convention de Genève, mais avec une clause particulière acceptant simplement comme réfugiés ceux qui se présenteraient dans ses frontières occidentales. Autrement dit, grosso modo, ceux qui fuyaient à l'époque les pays du bloc soviétique.

C'est pourquoi la Turquie n'a jamais reconnu le statut de réfugiés sous protection du HCR, à ceux qui sont arrivés par ses frontières orientales. Pour les Syriens, ils ont créé un statut de séjour temporaire qui a les avantages d'un vrai statut enregistré, donnant droit à une aide financière, à l'accès au système de santé de premier niveau, à l'éducation, etc. Dans un premier temps, ces réfugiés ont été accueillis très chaleureusement par la population. A partir de 2021-2022, les choses se sont compliquées, une hostilité alimentée par des groupuscules nationalistes racistes anti-arabes s'est développée. Certains Syriens avaient accès au marché du travail et le patronat a utilisé massivement ces réfugiés syriens pour comme main d'œuvre bon marché. Quelques pogroms ont eu lieu, notamment dans des endroits où la concentration de Syriens devenait très importante, le long de la frontière syrienne. Aujourd'hui, il y a une pression de l'opposition et des nationalistes pour accélérer le retour. Mais tous ne vont pas rentrer en Syrie. Environ 300 000 réfugiés ont obtenu la nationalité turque. Il y a aussi des enfants nés en Turquie, qui ont été scolarisés dans les écoles turques. Certains réfugiés qui avaient les moyens ont créé des activités économiques en Turquie. On considère qu'à peu près 1 million de Syriens vont rester définitivement en Turquie.

Ami ou ennemi : tout dépend du terrain

LGC

La relation de la Turquie à la Russie paraît complexe dans ce dossier. Les Russes sont intervenus militairement pour soutenir le régime de Bachar el-Assad. On ne sait pas s'ils ont fait un repli tactique devant l'offensive fin novembre ou s'ils ont passé un accord avec HTC. La Turquie semble ménager ses relations avec la Russie en Syrie, tout en s'opposant à elle sur d'autres terrains.

La stratégie d'Erdogan, c'est vraiment la nouvelle stratégie des puissances intermédiaires dans le nouvel ordre mondial : l'ennemi sur un terrain peut être l'allié sur un autre terrain. Aujourd'hui, pour la Russie, d'après ce que nous comprenons, la chute d'Assad est une surprise. Ils n'ont probablement découvert le projet d'attaque que quelques jours avant son déclenchement. D'après ce qu'on sait, c'est la visite d'Assad le 29 octobre en Russie, qui lui a fait prendre conscience que la Russie ne bougerait pas le petit doigt pour le défendre. En contrepartie, il y a probablement un accord tacite entre le HTC et la Russie pour ne pas toucher à la base aérienne et surtout la base navale russe en Syrie. N'oublions pas que la base navale russe à Tartous est installée depuis 1970.

C'est très important parce que, depuis la guerre en Ukraine, la Turquie a fermé le passage des détroits à tous les bâtiments de guerre. Du coup, la flotte russe en mer Noire est coincée. Tartous est donc la seule base navale de la Russie sur la Méditerranée. La base aérienne de Hmeimim près de Lattaquié n'est pas un enjeu majeur, mais la base navale, oui.

C'est une situation complexe de conflits et d'ententes entre la Russie et la Turquie. En Libye, par exemple, c'est la même situation. Les Russes soutiennent le général Haftar. La Turquie soutient son adversaire à Tripoli. Il y a même eu des affrontements directs entre les forces de Wagner et les forces turques en Libye. C'est la nouvelle situation de l'ordre international : des accords et des conflits au cas par cas. Mais, pour le moment, le dialogue entre Erdogan et Poutine fonctionne au gré des opportunités et des circonstances.

LGC

La Syrie se dirige-t-elle vers une réconciliation nationale ou vers un éclatement ?

Pour le moment, les Kurdes nouent des relations avec Hayat Tahrir al Cham (HTC). Ils ont transféré au nouveau gouvernement la gestion d'une partie des zones pétrolifères qu'ils contrôlaient et ils ont quitté Deir al-Zor. Les FDS ont déclaré accepter le drapeau syrien à trois étoiles des rebelles. Est-ce que les forces tribales arabes qui sont actuellement avec les FDS ne vont pas vouloir passer dans le camp de HTC ? Il y a eu quelques manifestations anti-FDS et YPG/PYD (composante kurde des FDS) localement à Haseke, Khamisli. Une solution serait l'enrôlement des forces kurdes dans les nouvelles forces de sécurité du nouveau gouvernement syrien en contrepartie d'une reconnaissance d'une autonomie souple ou partielle pour les Kurdes syriens. Par ailleurs, Hayat Tahrir al Cham (HTC) et le mouvement de coalition qui va se mettre en place autour vont-ils accepter une occupation permanente de la zone tampon par la Turquie ? Je ne le crois pas. HTC est une organisation syrienne avec une tendance nationaliste et donc il est peu probable qu'il accepte l'occupation d'une partie du territoire national. C'est aussi valable pour le plateau de Golan. Il y a là un potentiel de

conflit inévitable entre le gouvernement syrien et la Turquie. Si la Syrie éclate en plusieurs zones, avec les Kurdes au Nord, les alaouites sur la côte méditerranéenne et les sunnites dans l'axe Damas-Alep, alors peut-être la Turquie pourra-t-elle s'imposer, de même qu'Israël dans le Golan. Mais il s'agirait là d'une situation de chaos.

On peut aussi craindre des conflits entre HTC et l'armée nationale syrienne (ANS). Dans HTC, il y a surtout des forces arabes syriennes. Mais dans l'armée nationale syrienne, il y a certes des arabes syriens et des Turkmènes syriens mais aussi beaucoup de djihadistes étrangers qui sont incontrôlables et qui ne sont pas concernés par la réconciliation nationale syrienne. Si le gouvernement de HTC veut contrôler, pacifier, mettre un peu d'ordre dans le pays, ils vont avoir à faire avec ces têtes brûlées qui n'ont nulle part où aller. Ces Tchétchènes, ces Ouzbeks, ces Pakistanais et ces Ouïghours ne peuvent pas rentrer chez eux et ils n'ont pas de nouveau territoire du djihad à investir. On ne sait pas vraiment s'ils sont nombreux. Peut-être 10000 ou 20000 combattants. Peuvent-ils être intégrés dans les nouvelles forces militaires ? Est-il possible de les discipliner ?

A Idlib, il semble que le dirigeant de HTC, al-Joulani, qui a repris son nom civil Ahmed al-Chaara, a contenu les éléments les plus radicaux. Il y a eu des affrontements à Idlib pour mater ces éléments. Mais en ce qui concerne ceux de l'ANS, c'est plutôt la Turquie qui en a la responsabilité. Aujourd'hui la Turquie d'Erdogan est perçue comme un des principaux gagnants de la chute du régime d'Assad mais dans un proche avenir, la Turquie peut trouver dans ses bras la responsabilité de gestion des djihadistes radicaux tout en étant en conflit avec le nouveau pouvoir en Syrie. N'oublions pas que le Jour des Martyrs commémore tous les ans le 6 mai en Syrie et au Liban la pendaison des vingt-quatre nationalistes arabes à Damas et à Beyrouth par le gouverneur ottoman Djemal Pacha en 1916.